

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/L/54

20 mars 1995

(95-0590)

Original: espagnol

ACCESSION DE L'EQUATEUR

Communication de l'Equateur

La Mission permanente de l'Equateur a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 3 mars 1995.

La Mission permanente de l'Equateur auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales ayant leur siège à Genève a le plaisir de communiquer, afin qu'elle soit distribuée à la prochaine réunion du Groupe de travail de l'accession de l'Equateur, la note établie par le Ministère des relations extérieures de l'Equateur pour donner suite à la demande du Secrétariat, concernant la compatibilité du régime de commerce extérieur de l'Equateur avec les Accords multilatéraux de l'OMC.

"1. Dès la mise en route du processus préalable à son accession au GATT/OMC, l'Equateur a présenté aux parties contractantes, avec toute la transparence requise, le régime de son commerce extérieur et ses rapports avec les nouvelles questions qui étaient alors en discussion dans le cadre des négociations du Cycle d'Uruguay. Il a donc inclus dans son aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur des chapitres consacrés aux règles en vigueur pour le commerce des services et aux mesures touchant au commerce et à la propriété intellectuelle, aux investissements et à l'environnement. Ce document a été distribué le 17 mai 1993 sous la cote L/7202.

2. Par la suite, à l'occasion de la présentation de questions et de réponses sur son régime de commerce extérieur, diverses questions portant sur des points liés aux Accords commerciaux multilatéraux du Cycle d'Uruguay ont été posées à l'Equateur. Il y a répondu comme il convient, et ses réponses figurent dans les documents L/7301 et L/7301/Add.1. Ces questions ont été traitées de façon exhaustive aux réunions du Groupe de travail et, pour donner suite à la demande des parties contractantes, l'Equateur a fourni des réponses écrites dans les documents Spec(94)1 du 4 février 1994, Spec(94)1/Add.1 du 21 février 1994 et Spec(94)1/Add.2 du 21 avril 1994.

3. En outre, l'Equateur a porté à la connaissance des parties contractantes des renseignements relatifs à la compatibilité de ses réglementations nationales avec les règles du GATT/OMC en ce qui concerne les questions dont traitent les accords sur les ADPIC et les MIC. Ces informations ont été reproduites dans le document L/7488 du 22 juin 1994.

./.

4. Dans le document intitulé "Informations concernant les Accords commerciaux multilatéraux du Cycle d'Uruguay", distribué sous la cote L/7523 le 5 août 1994, l'Equateur a montré, avec force détails, que sa législation nationale était compatible avec les règles des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Acte final jugées pertinentes dans le cas de l'Equateur. L'Equateur a également présenté des informations sur les procédures en matière de licences d'importation, qui figurent dans le document portant la cote L/7523/Add.1, en date du 23 septembre 1994. On y trouve un résumé détaillé des dispositions législatives équatoriennes, qui montre que les procédures de licence d'importation sont compatibles avec l'accord correspondant du Cycle d'Uruguay.

5. Enfin, l'Equateur a traité des mêmes questions pendant toutes les réunions du Groupe de travail, et le projet de rapport de celui-ci reprend de façon exhaustive les explications que le pays a données au sujet de la compatibilité de son régime de commerce extérieur avec les Accords commerciaux multilatéraux de l'OMC. Ce rapport a été distribué initialement sous la cote Spec(94)44, et les versions Rev.1 et Rev.2 présentent les modifications et éclaircissements sur lesquels les pays participant au Groupe de travail se sont mis d'accord."